

**Assemblée générale**

Soixante-quatorzième session

Documents officiels

Distr. Générale  
15 février 2020  
Français  
Original : anglais

---

**Troisième Commission****Compte rendu analytique de la 49<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 18 novembre 2019, à 10 heures

*Président :* M. Braun .....(Luxembourg)

**Sommaire**

Point 61 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)

Point 66 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

- a) Point 66 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

Point 69 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (*suite*)

Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme (*suite*)

Point 26 de l'ordre du jour : Promotion des femmes (*suite*)

- a) Promotion des femmes (*suite*)

Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

**Point 61 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite)**  
(A/C.3/74/L.50/Rev.1)

*Projet de résolution A/C.3/74/L.50/Rev.1 : Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés d'Afrique*

1. Le Président dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

2. **M. Tshishiku** (République démocratique du Congo), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que le projet vise à résoudre les difficultés auxquelles sont confrontés les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées en Afrique tout en saluant les diverses initiatives menées par les Gouvernements africains avec l'appui de la communauté internationale. L'année en cours est particulièrement importante, ayant été désignée par l'Union africaine « Année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique : vers des solutions durables au déplacement forcé en Afrique », en commémoration du cinquantième anniversaire de la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique et du dixième anniversaire de la Déclaration de Kampala sur l'emploi, les moyens de subsistance et l'autonomie des réfugiés, des rapatriés et des communautés d'accueil dans la région de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

3. Malgré le soutien des pays hôtes et de la communauté internationale, l'écart entre les besoins humanitaires et leur financement a continué à se creuser. Les délégations lancent donc un appel à la communauté internationale et aux autres partenaires, demandant qu'ils continuent à fournir un appui et à établir des mécanismes de partage des charges, dans un esprit de partenariat et de solidarité à l'échelle planétaire. Tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait sont invités à se joindre aux auteurs de la résolution.

4. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Allemagne, Canada, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, Géorgie, Grèce, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Malte, Palaos et Portugal. Il indique ensuite que la Norvège et le Venezuela (République bolivarienne du) souhaitent également se porter coauteurs.

5. **M<sup>me</sup> Nemroff** (États-Unis d'Amérique) dit que le fait que sa délégation se porte coauteur du projet de

résolution et le soutienne pleinement montre sa profonde inquiétude quant au sort des millions de personnes déplacées à travers le continent africain du fait de conflits, de violences et de catastrophes naturelles. Il est également extrêmement inquiétant que les taux de déplacement interne restent élevés année après année et que, pour de nombreuses personnes, la situation reste loin d'être réglée. Des efforts supplémentaires sont nécessaires, tant au sein de l'Organisation qu'au niveau mondial, pour mieux s'attaquer aux problèmes auxquels les personnes déplacées sont confrontées. Les États devraient également enquêter sur les crimes commis contre le personnel humanitaire sur leur territoire relevant de leur compétence et, le cas échéant, engager des poursuites. En ce qui concerne les autres questions, notamment le caractère non contraignant des résolutions de l'Assemblée générale, qui ne créent ni ne modifient les droits et obligations découlant du droit international, la délégation américaine a fait part de ses préoccupations dans une déclaration détaillée prononcée à la quarante-quatrième séance (voir A/C.3/74/SR.44).

6. **M<sup>me</sup> Lee** (Canada) dit que sa délégation s'est ralliée au consensus sur le projet de résolution pour exprimer son appui résolu aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique. Sa délégation soutient fermement le principe du rapatriement volontaire des réfugiés, dans la sécurité et la dignité, accompagné du plein rétablissement de leurs droits, conformément à la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, au pacte mondial pour les réfugiés et aux conclusions pertinentes du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

7. Il est également important de remédier à la situation des réfugiés en tout temps et pas seulement dans les situations d'urgence, car adopter une telle position risque de minimiser l'urgence de la situation de la plupart d'entre eux, qui sont confrontés à des conditions intrinsèquement désastreuses et dépendent de la protection et de l'assistance de la communauté internationale. Les besoins spécifiques des femmes et des filles et des autres populations vulnérables doivent également être pris en compte, car elles sont encore plus vulnérables dans les situations de déplacement forcé. Enfin, l'expression « respecter et faire respecter le droit international humanitaire » renvoie à des obligations juridiques internationales en la matière que le Canada respectera toujours, comme celles qui découlent de l'article premier commun aux Conventions de Genève relatives à la protection des victimes des conflits armés internationaux et du Protocole additionnel I à ces conventions.

8. Le projet de résolution [A/C.3/74/L.50/Rev.1](#) est adopté.

**Point 66 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)**

**a) Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)** ([A/C.3/74/L.21/Rev.1](#) et [A/C.3/74/L.64](#))

*Projet de résolution [A/C.3/74/L.21/Rev.1](#) : Droits de l'enfant, et proposition [A/C.3/74/L.64](#) : Amendement au projet de résolution [A/C.3/74/L.21/Rev.1](#)*

9. Le Président indique que ni le projet de résolution ni l'amendement proposé n'ont d'incidence sur le budget-programme.

10. **M. Salovaara** (Finlande), présentant le projet de résolution au nom de l'Union européenne et des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), dit que le projet de résolution aborde un large éventail de questions. Le texte constitue un engagement à renforcer les efforts en vue de garantir la pleine réalisation des droits de tous les enfants, y compris ceux qui sont privés de protection parentale, par l'intermédiaire de recommandations importantes visant à éviter la séparation inutile des enfants et de leurs familles, tout en insistant sur l'intérêt supérieur de l'enfant en tant que considération primordiale, ce qui est un principe fondamental de la Convention relative aux droits de l'enfant. Le projet de résolution devrait donc constituer un point de départ solide pour un futur examen de la question par la Commission, en particulier lors des débats sur les droits de l'enfant et les objectifs de développement durable à la soixante-seizième session.

11. Donnant lecture des révisions apportées oralement au texte, l'orateur indique qu'à la fin du vingt-quatrième alinéa, « l'adoption des Lignes directrices » doit être remplacée par « son adoption ». Le texte « la pédophilie » devra être ajouté au paragraphe 16, après « la traite ou la vente d'enfants et de leurs organes ». Le mot « notamment » devra être remplacé par « et » après le mot « internationaux » et les mots « aux Lignes directrices » remplacés par « à celles-ci » au paragraphe 35 a). Le membre de phrase « les entités des Nations Unies concernées, notamment » devra être supprimé après le mot « Prie » et le membre de phrase « et les entités des Nations Unies concernées, dans les limites de leurs mandats », inséré après « le Bureau de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme » au paragraphe 39.

12. Enfin, un nouveau sous-paragraphe devrait être inséré avant l'actuel paragraphe 41 a) : De prier le

Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-quatrième session, un rapport complet sur les droits de l'enfant, comprenant des renseignements sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, compte étant tenu que 2019 marque le trentième anniversaire de l'adoption de ce texte ; La numérotation de tous les autres sous-paragraphe de ce paragraphe doit être adaptée en conséquence.

13. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se sont portées coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Andorre, Australie, Canada, Côte d'Ivoire, Islande, Japon, Lesotho, Libéria, Madagascar, Maroc, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, Saint-Marin, Sri Lanka, Suisse, Thaïlande, Timor-Leste, Tunisie, Turquie et Ukraine. Il indique ensuite que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Cabo Verde, Guinée équatoriale, Rwanda et Togo.

14. **M<sup>me</sup> Nemroff** (États-Unis d'Amérique), présentant l'amendement au projet de résolution, dit qu'il remplacerait l'actuel paragraphe 13 par un autre paragraphe 13, en utilisant le libellé convenu de la résolution [70/138](#) de l'Assemblée générale de 2015. Malgré les concessions faites pour rapprocher le libellé des vues exprimées par plusieurs délégations, le paragraphe tel qu'il est présenté dans le projet révisé ne reflète pas suffisamment le rôle essentiel des parents et des familles dans l'éducation formelle et informelle des enfants. L'amendement ne consiste pas en une nouvelle formulation mais simplement en une réaffirmation de la préférence de sa délégation pour l'autre libellé proposé au cours des négociations, qui avait été préalablement accepté par consensus. Sa délégation invite toutes les autres à voter en faveur de l'amendement si un vote est demandé.

15. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que l'Érythrée s'est associée aux auteurs du projet d'amendement.

16. **M. Amorín** (Uruguay), s'exprimant au nom des principaux auteurs du projet de résolution [A/C.3/74/L.21/Rev.1](#), dit qu'il est regrettable qu'un amendement ait été introduit sur une résolution aussi importante, surtout à la veille du trentième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant. La décision de revenir à un libellé précédemment convenu pour le paragraphe 13 a été prise après l'échec d'efforts considérables et concertés visant à trouver une autre formulation acceptable pour toutes les délégations. En dépit de vues très divergentes, un accord a été trouvé à de multiples reprises ces dernières années, notamment

dans le projet de résolution [A/C.3/74/L.23](#) sur les filles, adopté par consensus trois jours plus tôt, lors de la quarante-septième séance de la Commission.

17. La promotion et la protection des droits de l'enfant est une priorité cruciale qui exige des mesures responsables. Revenir sur le consensus atteint sur cette question envoie au monde un message très négatif et touche avant tout les droits des enfants qui en ont le plus besoin. Les États Membres de la CELAC et de l'Union européenne défendront toujours l'intérêt supérieur de l'enfant et voteront donc contre l'amendement. Tous les États Membres sont invités à faire de même.

18. **M<sup>me</sup> Inanç Örnekol** (Turquie), s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bolivie (État plurinational de), de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, du Costa Rica, de la Croatie, de Chypre, de la Tchéquie, du Danemark, de la République dominicaine, de l'Équateur, d'El Salvador, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liban, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Macédoine du Nord, de Malte, du Mexique, du Monténégro, de la Namibie, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, des Pays-Bas, du Pérou, du Portugal, de la Roumanie, de la Serbie, de la Slovénie, de l'Afrique du Sud, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Tunisie, de l'Ukraine, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Uruguay, déclare que cette rupture du consensus sur le projet de résolution par un amendement de dernière minute est à la fois surprenante et regrettable, surtout vu l'importance du sujet, et montre un manque de respect pour la procédure de la Troisième Commission.

19. L'égalité d'accès à une éducation complète sur la sexualité est essentielle pour que chacun puisse grandir et apprendre en toute sécurité, dans la santé et la confiance. Il est largement prouvé que les programmes fondés sur des données factuelles, comprenant l'égalité des sexes, sont plus efficaces pour permettre aux personnes, en particulier les adolescents, les adolescentes et les jeunes femmes et hommes, de prendre des décisions éclairées et en toute autonomie en matière de santé sexuelle et procréative. La référence à l'éducation « en partenariat total » avec les parents et les tuteurs reconnaît déjà cet élément important, tandis que d'autres questions sensibles sont prises en compte en indiquant clairement que cette éducation doit être adaptée à l'âge et ne doit s'adresser qu'aux adolescents, filles et garçons, et aux jeunes femmes et hommes. L'omission de l'expression « dans l'intérêt supérieur de l'enfant », une obligation claire découlant de la

Convention relative aux droits de l'enfant, est particulièrement troublante. La discussion sur le sujet a évolué ces dernières années et l'amendement proposé bouleverserait le libellé soigneusement équilibré, issu d'un compromis, utilisé dans d'autres résolutions, déclarations et documents intergouvernementaux. Toutes les délégations sont donc invitées à soutenir les droits de l'enfant en votant contre tout amendement au projet de résolution.

20. **M<sup>me</sup> De Man** (Pays-Bas) déclare que l'amendement proposé représente une attaque contre un libellé actualisé que l'on trouve également dans des résolutions adoptées précédemment et que son adoption entraînerait un recul universel en ce qui concerne la santé et les droits des filles et des garçons et créerait une pente glissante pour tous les autres libellés convenus. Le libellé actualisé tient compte des faits nouveaux pertinents, notamment les engagements récents en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable par une action collective. En ce qui concerne le fond, l'accès à une information et à un enseignement complets, scientifiquement exacts et adaptés à chaque âge, y compris concernant la santé et les droits sexuels et procréatifs, est essentiel pour que les générations futures puissent prendre des décisions en connaissance de cause et réaliser pleinement leur potentiel. En ce qui concerne la procédure, l'introduction tardive de l'amendement est profondément regrettable, car elle compromet les méthodes de travail et le fonctionnement de la Commission, ne contribue pas à favoriser la compréhension et le consensus et politise la question au détriment des enfants, dont l'intérêt supérieur doit rester la principale préoccupation. Tous les États sont donc appelés à voter contre l'amendement.

21. **M. Skoog** (Suède), s'exprimant au nom des pays nordiques et baltes (Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège et Suède), déclare qu'à l'approche du trentième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, il est plus important que jamais que la communauté internationale s'unisse autour d'une résolution visant à garantir les droits des enfants. Il est regrettable que les États-Unis cherchent à modifier un principe fondamental de la Convention en supprimant une phrase directrice clé qui a été largement acceptée et réaffirmée, ce qui risque de compromettre la protection et la promotion des droits de l'enfant ainsi que leur sécurité et leur bien-être dans le monde.

22. L'accès universel à une éducation et à des services de santé complets, scientifiquement exactes et fondés sur les droits humains, y compris concernant la santé sexuelle et procréative, sauve des vies et constitue un outil important pour garantir que chaque jeune puisse

faire des choix éclairés. La modification du libellé convenu crée un précédent fâcheux en faisant reculer la protection des droits des enfants, des jeunes et des femmes au lieu de la faire avancer, ce qui est fondamental pour atteindre les objectifs de développement durable.

23. L'unité passe par des négociations transparentes et inclusives visant à obtenir un consensus et par une volonté de respecter le libellé convenu. Les réserves doivent être exprimées, non pas par des amendements mis au vote, mais par des explications de position ou des déclarations générales. Les délégations des pays nordiques et baltes voteront donc contre tout amendement et invitent toutes les délégations à faire de même.

24. *Il est procédé à un vote enregistré sur le projet d'amendement figurant dans le document A/C.3/74/L.64.*

*Votent pour :*

Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Chine, Djibouti, Égypte, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Iraq, Koweït, Libye, Maldives, Nauru, Nigéria, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Qatar, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Timor-Leste, Yémen.

*Votent contre :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Mali, Malte, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchéquie, Thaïlande, Trinité-et-

Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

*S'abstiennent :*

Algérie, Bhoutan, Brésil, Cambodge, Dominique, Émirats arabes unis, Gambie, Grenade, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Libéria, Malaisie, Maurice, Myanmar, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Singapour, Tchad, Vanuatu, Viet Nam.

25. *L'amendement figurant dans le document A/C.3/74/L.64 est rejeté par 100 voix contre 31, avec 29 abstentions.*

26. **M. Verdier** (Argentine) déplore cette tentative d'affaiblir le texte convenu en limitant les protections des droits fondamentaux établis dans plusieurs traités internationaux sur les droits humains. Le texte du projet de résolution est déjà équilibré et tient compte des positions des États Membres. Toute modification ne fera que saper les efforts déployés pour parvenir à un consensus au cours du processus de négociation.

27. Une éducation sexuelle complète permet aux enfants et aux jeunes de mieux comprendre les droits humains, notamment en ce qui concerne les droits sexuels et procréatifs et l'égalité des genres. Elle les aide à prendre des décisions en connaissance de cause, contribue à améliorer la communication avec les parents et les autres adultes de confiance et renforce le recours à la protection contre les grossesses non désirées et les infections sexuellement transmissibles. Il est également troublant que l'amendement proposé élimine la référence à « l'intérêt supérieur de l'enfant », qui est un langage convenu que l'on retrouve dans plusieurs résolutions et un principe fondamental de la Convention sur les droits de l'enfant. Les États ont l'obligation de faire progresser les droits humains, notamment en donnant des moyens d'action à tous les enfants ; tout langage qui saperait cet objectif et restreindrait les droits des enfants est inacceptable.

28. **M. Salovaara** (Finlande), s'exprimant au nom de l'Union européenne et des États membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de la CELAC, se dit déçu de la décision d'une délégation de demander un vote sur le paragraphe 13. Le projet de résolution a été le résultat de négociations approfondies et transparentes avec les délégations intéressées. Il contient des recommandations clés pour éviter la séparation inutile des enfants et de leur famille. En outre, les États sont invités à prendre des mesures spécifiques pour garantir que tous les enfants privés de soins parentaux jouissent de leurs droits humains, en



insistant toujours sur l'intérêt supérieur de l'enfant comme considération primordiale, ce qui est l'un des principes fondamentaux de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les débats tout au long du processus de négociation ont clairement réaffirmé les objectifs communs visant à continuer d'améliorer la promotion et la protection des droits de tous les enfants. La priorité est d'adopter le projet de résolution par consensus. Toutes les délégations sont donc encouragées à voter en faveur du maintien de ce paragraphe.

29. *Il est procédé à un vote enregistré sur le paragraphe 13 du projet de résolution A/C.3/74/L.21/Rev.1, tel que modifié oralement.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Grèce, Grenade, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam.

*Votent contre :*

Arabie saoudite, Bahreïn, Bélarus, Burundi, Cameroun, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Koweït, Yémen.

*S'abstiennent :*

Algérie, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Libye, Ouganda, Pakistan, République arabe syrienne, Soudan, Tchad.

30. *Par 131 voix contre 10, avec 16 abstentions, le paragraphe 13 du projet de résolution A/C.1/74/L.21/Rev.1, tel qu'oralement révisé, est adopté.*

31. **M. Tshishiku** (République démocratique du Congo), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que, si nombre des idées promulguées dans le projet de résolution sont bienvenues, sa biennialisation est extrêmement décevante. La présente résolution devrait être examinée chaque année, car elle répond à l'une des priorités fondamentales du continent africain et sert à réaffirmer le ferme engagement de la Commission à assurer la pleine promotion et la protection des droits de l'enfant tels qu'ils sont énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, largement ratifiée. Les enfants continuent de faire face à de nombreux problèmes qui constituent des violations de leurs droits humains fondamentaux. Le Groupe s'est donc joint au consensus sur le projet de résolution dans l'espoir que sa biennialisation ne compromette pas les efforts antérieurs déployés par la Commission dans ce domaine.

32. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.21/Rev.1, tel que révisé oralement, est adopté.*

33. **M<sup>me</sup> Khusanova** (Fédération de Russie), dit qu'à la veille du trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, il est nécessaire de créer un instrument qui bénéficiera d'un soutien sans réserve, car la protection des droits des enfants et l'amélioration de leur bien-être sont des valeurs universelles. Malheureusement, les négociations ont commencé trop tard pour un projet de résolution d'une portée aussi large, et les efforts en vue d'un dialogue constructif n'ont pas permis de trouver un compromis qui reflète les vues de tous les États intéressés. Les modifications mineures apportées pendant la période de consultation n'ont pas répondu aux préoccupations des délégations, ce qui a abouti à un texte qui, inexplicablement, n'intègre pas les approches et principes fondamentaux inscrits dans la Convention en ce qui concerne les droits et responsabilités des parents et l'importance du soutien aux familles.

34. Étant donné que le thème central du présent projet de résolution est celui des enfants privés de soins parentaux, il est regrettable de ne pas avoir souligné l'importance de protéger et d'aider les familles et les

parents en évitant le placement inutile des enfants en institution et en créant les conditions pour un retour rapide de ces enfants dans leur famille. Sa délégation ne peut pas non plus soutenir des approches qui ignorent la nécessité pour les enfants d'atteindre un certain âge avant de jouir de certains droits humains, ou le rôle des parents ou des tuteurs dans la vie des mineurs. Sa délégation est également préoccupée par l'importance croissante accordée aux Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants, qui ne sont pas contraignantes à moins que les États ne s'y engagent volontairement.

35. L'inclusion de la référence à la Cour pénale internationale au paragraphe 20 est également regrettable. Sa délégation se dissocie de ce paragraphe pour des raisons qu'elle a expliquées à maintes reprises dans le passé concernant les activités de la Cour. Bien que le temps manque pour énumérer toutes les préoccupations qui subsistent, compte tenu de l'importance de la question et de l'engagement de la Fédération de Russie à améliorer la situation des enfants et à les soutenir, ainsi que leurs familles et leurs parents, la délégation russe s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, malgré le fait qu'il s'agisse d'un consensus forcé. À l'avenir, les auteurs devraient adopter une approche plus responsable dans la rédaction du texte et éviter d'imposer leur propre point de vue comme étant le seul correct.

36. **M<sup>me</sup> Korac** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution pour souligner qu'elle accorde la priorité au bien-être des enfants. Néanmoins, elle tient à clarifier sa position sur plusieurs dispositions du projet de résolution. Les mots « santé sexuelle et procréative », qui posent un problème, figurent encore dans le texte. Par conséquent, les États-Unis se dissocient des paragraphes 13 et 18 car les connotations liées aux expressions « santé sexuelle et procréative » et « services de santé » qui y figurent renvoient à la promotion de l'avortement ou au droit d'avorter, qui sont inacceptables.

37. Les États-Unis sont favorables, selon qu'il convient, à une santé optimale des adolescents et à une éducation sexuelle axée sur la famille et dispensée au niveau local, dans un contexte qui favorise les possibilités d'épanouissement des jeunes et leur permette d'éviter toute forme de risque sexuel. Cela étant, l'inclusion de l'expression « généraliser l'accès à un enseignement », conjointement avec l'expression « des informations [...] ayant trait à la santé sexuelle et procréative », est inacceptable. Souvent en effet, une telle terminologie normalise les rapports sexuels entre adolescents, fait fi des valeurs familiales, religieuses et

communautaires et est incompatible avec les messages de santé publique qui prônent le meilleur état de santé possible.

38. La délégation américaine souligne que les États ne sauraient assurer l'exercice des droits humains, car les acteurs non étatiques peuvent également influencer sur leur jouissance. Les enfants devraient pouvoir se faire entendre, mais il n'existe pas de droit d'être entendu au sens général du terme.

39. La délégation des États-Unis se dissocie des neuvième et vingt et unième alinéas du préambule et des paragraphes 17, 24, 27, 28, 34 e), 35 o) et 35 q). Les pratiques actuelles du Gouvernement des États-Unis sont conformes aux lois applicables et à l'engagement qu'il a pris de veiller à ce que les enfants migrants, y compris ceux qui sont sous sa garde, soient traités d'une manière sûre et digne, en toute sécurité et compte tout particulièrement tenu de leurs vulnérabilités spécifiques. La délégation des États-Unis ne lit pas la résolution comme impliquant que les États doivent adhérer aux instruments internationaux auxquels ils ne sont pas parties ou qu'ils doivent mettre en œuvre ces instruments ou toute obligation qui en découlerait, notamment le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant découlant de la Convention relative aux droits de l'enfant.

40. En général, l'expression « production et diffusion d'images d'abus sexuels sur enfants », souvent renommée « pédopornographie » et qualifiée de crime à ce titre, est préférée à l'expression « pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant ». Aux paragraphes 8 et 16, la délégation des États-Unis aurait préféré les termes « trafic sexuel d'enfants », « exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales » ou « exploitation des enfants à des fins de prostitution », selon le cas, au terme « prostitution d'enfants ».

41. Les États-Unis soutiennent avec force l'enregistrement de tous les enfants dès leur naissance et considère que les obligations qui incombent aux États à cet égard sont celles énoncées à l'alinéa 2 du paragraphe 24 du Pacte international sur les droits civils et politiques. En ce qui concerne l'idée transmise dans le texte selon laquelle les brigades constituent toujours une violence, la délégation américaine note que toutes les formes de brigades ne dégénèrent pas en violences physiques. En ce qui concerne les enfants touchés par les conflits armés, la délégation croit comprendre que cette référence ne concerne que les enfants recrutés et utilisés illégalement. Pour ce qui est d'autres questions soulevées dans le projet de résolution, concernant notamment la Cour pénale internationale, les

changements climatiques, les droits économiques, sociaux et culturels et l'éducation, la délégation a fait part des préoccupations qu'elles lui inspirent dans une déclaration générale prononcée à la 44<sup>e</sup> séance.

42. **M<sup>me</sup> Ali** (Singapour) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution à l'appui de son objectif qui est de protéger les droits des enfants. Singapour est partie, depuis 1995, à la Convention relative aux droits de l'enfant et reste déterminée à promouvoir et à protéger le bien-être de ses enfants, conformément aux obligations qui lui incombent au titre dudit instrument. Néanmoins, la délégation singapourienne souhaite exprimer des réserves au sujet des seizième et vingt-deuxième alinéas du préambule et des alinéas o) et p) du paragraphe 35, conformément aux réserves et déclarations faites par Singapour au sujet de la Convention. Lorsqu'il s'agit de protéger les droits et le bien-être des enfants dans le contexte des migrations, il importe de reconnaître et de prendre en compte les différents contextes, réalités, capacités et niveaux de développement des États Membres et respecter leurs politiques et priorités nationales.

43. **Monseigneur Hansen** (Observateur du Saint-Siège) relève que le thème intitulé "enfants privés de protection parentale" offre à la Commission l'occasion d'étudier la situation des enfants souffrant des conséquences néfastes de l'éclatement ou de la séparation des familles, qui les exposent davantage à la violence, à l'exploitation et à la maltraitance. La délégation du Saint-Siège s'inquiète toutefois de ce que les principes centraux énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant quant au rôle fondamental de la famille dans la croissance et le bien-être de tous les membres de la société, en particulier des enfants, soient jugés trop controversés pour être inclus dans une résolution.

44. Le Saint-Siège considère que les expressions « santé sexuelle et procréative » et « services de santé sexuelle et procréative » désignent une conception globale de la santé, qui ne comprend ni l'avortement ni l'accès à l'interruption volontaire de grossesse ou à des abortifs. En ce qui concerne les informations en matière de santé sexuelle et procréative, ce sont les parents qui ont la responsabilité fondamentale et les droits prioritaires, y compris le droit à la liberté religieuse, lorsqu'il s'agit de choisir l'éducation à donner à leurs enfants, tels que consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention relative aux droits de l'enfant.

45. Les références au genre et à des expressions connexes telles que « questions de genre », « tenant compte des questions de genre » ou « prise en compte

des questions de genre » sont considérées comme reposant sur l'identité et la différence sexuelles biologiques. Il est noté que ces notions ne figurent pas dans la Convention ou dans les protocoles facultatifs y relatifs.

#### **Point 69 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (suite) (A/C.3/74/L.36)**

*Projet de résolution A/C.3/74/L.36 : Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination*

46. Le Président dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

47. **M<sup>me</sup> Rodríguez Abascal** (Cuba), présentant le projet de résolution, dit que son adoption permettra de réaffirmer que l'utilisation de mercenaires est une menace pour la paix, la sécurité, l'autodétermination des peuples et la jouissance des droits humains. Dans le texte, on met en évidence le danger que les activités mercenaires représentent pour la paix et la sécurité dans les pays en développement, en particulier dans les zones de conflit armé, et on reconnaît que les conflits armés, le terrorisme, le trafic d'armes et les opérations clandestines menées par des tiers augmentent la demande de mercenaires dans le monde.

48. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Burundi, Chine, Comores, Égypte, Équateur, Lesotho, Libye, Madagascar, Malaisie, Myanmar, Nigéria, République démocratique populaire lao, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sri Lanka. Il note ensuite que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Cameroun, Guinée équatoriale, Érythrée, Mali, Namibie et Sierra Leone.

49. **M. Thompson** (États-Unis d'Amérique), expliquant son vote avant le vote, dit que sa délégation condamne la grave menace que les groupes armés non étatiques continuent de faire peser sur la capacité des États de protéger les droits humains et de maintenir l'ordre. La délégation rejette toutefois l'hypothèse selon laquelle les sociétés militaires et de sécurité privées sont fonctionnellement identiques aux mercenaires et posent les mêmes problèmes qu'eux. Ces sociétés restent, dans de nombreux cas, des forces civiles légitimes dont les opérations sont conformes au droit international applicable, et les efforts déployés par les États-Unis pour défendre des approches novatrices en matière d'élaboration de cadres et de codes de conduite internationaux concernant leurs activités portent leurs



fruits. Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires devrait se concentrer uniquement sur la question des mercenaires. La délégation américaine votera contre le projet de résolution et encourage les autres pays à faire de même.

50. *À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/74/L.36.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Micronésie (États fédérés de),

Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchéquie, Turquie, Ukraine.

*S'abstiennent :*

Brésil, Colombie, Fidji, Mexique, Palaos, Suisse, Tonga

51. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.36 est adopté par 127 voix contre 51, avec 7 abstentions.*

52. **M. Verdier** (Argentine) dit que le Gouvernement argentin appuie sans réserve le droit à l'autodétermination des peuples soumis à la domination coloniale et à l'occupation étrangère, conformément aux résolutions 1514 (XV) et 2625 (XXV) de l'Assemblée générale. L'exercice du droit à l'autodétermination requiert l'existence d'un sujet actif, à savoir un peuple soumis à l'oppression, à la domination et à l'exploitation étrangères, faute de quoi le droit à l'autodétermination n'est pas applicable. Le projet de résolution qui vient d'être adopté doit être interprété et appliqué conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

#### **Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (suite)**

*Projet de résolution A/C.3/74/L.33/Rev.1 : Les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement*

53. Le Président dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

54. **M. Heusgen** (Allemagne), présentant le projet de résolution également au nom de l'Espagne, note que le projet de résolution poursuit un double objectif. Premièrement, il vise à faire considérer la menstruation comme saine et naturelle et à souligner que la gestion de la santé et de l'hygiène menstruelles est importante pour la pleine réalisation du droit humain à l'assainissement. Deuxièmement, il prend en compte les effets des changements climatiques sur l'accès à l'eau potable et la disponibilité d'eau potable dans le monde, en particulier pour les individus et les collectivités en situation de vulnérabilité. C'est une heureuse coïncidence que le projet de résolution soit adopté un jour avant la Journée mondiale des toilettes qui, tout comme la Journée mondiale de l'eau, nous rappelle les progrès accomplis en vue de la pleine réalisation de ces droits mais aussi ce qui reste à faire à cet égard. Le fait

que 11 % de la population mondiale n'ait toujours pas accès à l'eau potable et que 26 % des habitants de la planète ne puissent toujours pas accéder à des services d'assainissement de base montre à quel point la communauté internationale doit accélérer les efforts dans ce domaine.

55. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), El Salvador, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fidji, Gambie, Haïti, Kiribati, Lesotho, Libye, Madagascar, Mali, Micronésie (États fédérés de), Maroc, Mongolie, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Palaos, Panama, Paraguay, Pérou, Qatar, République de Corée, Saint-Marin, Serbie, Seychelles, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Togo, Tuvalu et Venezuela (République bolivarienne du). Il note ensuite que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Angola, Burkina Faso, Érythrée, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Maldives, Norvège, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Sierra Leone, Tchad et Îles Salomon.

56. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.33/Rev.1 est adopté.*

57. **M. Kelly** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation souhaite réitérer ses interprétations sur la question telles qu'exprimées précédemment, ainsi que ses explications de position sur les résolutions 21/2, 24/18, 27/27 et 33/10 du Conseil des droits de l'homme, qui s'étendent également à la résolution 39/8 du Conseil. La délégation américaine s'est ralliée au consensus au sujet du projet de résolution étant entendu que celui-ci ne modifie pas l'état actuel du droit international conventionnel ou coutumier ni n'implique que les États doivent s'acquitter d'obligations découlant d'instruments relatifs aux droits humains auxquels ils ne sont pas parties. Les États-Unis ne sont pas signataires du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Par conséquent, les droits qui en relèvent ne sont pas une obligation ayant force exécutoire pour eux.

58. Les États-Unis ne pensent pas que l'eau potable et l'assainissement soient inséparables du droit à la vie au sens du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ni que l'obligation juridique d'un État de protéger le droit à la vie implique qu'il doit tenir compte des conditions générales qui pourraient menacer la vie ou affecter le niveau de vie. Si les États-Unis conviennent que l'eau salubre et l'assainissement sont d'une importance capitale, ils n'acceptent pas la totalité

des analyses et conclusions des rapports du Rapporteur spécial mentionnées dans le projet de résolution. En ce qui concerne les effets potentiels des changements climatiques, les États-Unis considèrent ceux-ci comme un facteur parmi d'autres qui influe sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et soutiennent une approche équilibrée qui favorise la croissance économique et améliore la sécurité énergétique tout en protégeant l'environnement.

59. En ce qui concerne les références, dans le projet de résolution, au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux documents issus de la Conférence internationale sur la population et le développement, de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et des conférences d'examen qui ont suivi, la délégation américaine a fait part de ses préoccupations en la matière dans une déclaration générale prononcée à la 44<sup>e</sup> séance. L'ONU doit aussi respecter les mandats indépendants d'autres processus et institutions, notamment les négociations commerciales, et ne doit pas intervenir dans les résolutions ou mesures adoptées par d'autres instances, comme l'Organisation mondiale du commerce. L'ONU n'est pas le lieu approprié pour la tenue de tels débats, et il ne faut pas penser à tort ou s'attendre à ce que le Gouvernement des États-Unis tienne compte des décisions prises par l'Assemblée générale sur ces questions, notamment lorsqu'elles découragent l'innovation, en plaçant par exemple pour un transfert de technologie qui ne serait pas volontaire et ne suivrait pas des modalités arrêtées d'un commun accord.

60. **M<sup>me</sup> Rodriguez** (Argentine) indique que son pays appuie le développement progressif du droit international des droits humains, en gardant à l'esprit que les principaux instruments relatifs aux droits humains sont devenus un pilier fondamental du système juridique du pays, ayant acquis un rang constitutionnel depuis la réforme de sa Constitution en 1994. L'importance d'avoir accès à l'eau potable et aux services d'assainissement de base en tant que moyen de sauvegarder la santé et l'environnement est reconnue par divers traités internationaux auxquels l'Argentine est partie. L'Argentine comprend que l'une des responsabilités principales des États consiste à garantir le droit d'accès à l'eau potable en tant que condition nécessaire pour garantir le droit à la vie et à un niveau de vie suffisant. Pour autant, si la délégation argentine s'est ralliée au consensus au sujet du projet de résolution, elle maintient que les États sont uniquement tenus de garantir le droit d'avoir accès à une eau potable et le droit à l'assainissement aux personnes relevant de leur juridiction et non pas à d'autres États. La délégation tient à cet égard à réaffirmer son engagement en faveur

de la résolution de l'Assemblée générale 1803 (XVII) relative à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

**a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme (suite) (A/C.3/74/L.32/Rev.1)**

*Projet de résolution A/C.3/74/L.32/Rev.1 : Mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant : accessibilité*

61. Le Président dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

62. **M<sup>me</sup> McDowell** (Nouvelle-Zélande), présentant le projet de résolution également au nom du Mexique, relève que le projet de résolution porte sur des questions qui sont essentielles pour que les personnes handicapées puissent vivre de manière indépendante et jouir pleinement de tous les droits humains, dans des conditions d'égalité avec les autres personnes, y compris la nécessité pour tous les États d'appliquer des normes minimales en matière d'accessibilité, l'utilisation de la conception universelle dans les environnements, produits et services physiques ou virtuels, et le recours aux marchés publics pour promouvoir l'accessibilité. Le projet de résolution vise également à reconnaître le travail entrepris pour promouvoir l'inclusion des personnes handicapées dans les trois piliers du système des Nations Unies, ce qui aura des conséquences tangibles sur les personnes handicapées travaillant pour ou avec les Nations Unies. Les auteurs principaux ont organisé de nombreuses consultations et réunions informelles ouvertes en vue de produire un texte qui serait acceptable pour tous, et le texte représente le meilleur équilibre possible.

63. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Albanie, Andorre, Australie, Bahamas, Burkina Faso, Canada, Croatie, Danemark, El Salvador, Émirats arabes unis, Estonie, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Hongrie, Inde, Indonésie, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Maldives, Monaco, Monténégro, Nicaragua, Norvège, Palaos, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du). Il note ensuite que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Belgique, Bénin, Brésil, République dominicaine,

Gambie, Ghana, Guinée, Haïti, Mali, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Samoa, Sénégal, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

64. **M<sup>me</sup> Korac** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation s'est jointe aux auteurs du projet de résolution mais regrette qu'il n'ait pas été fait référence aux résolutions du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2475 (2019), qui a représenté une étape importante et novatrice vers l'intégration des droits des personnes handicapées dans l'ensemble du système des Nations Unies. La délégation américaine est bien placée pour connaître les défis que représentent de tels efforts, notamment pour ce qui est d'améliorer l'accès physique de ces personnes à New York. À cet égard, elle se félicite des références à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, au Comité directeur pour les questions d'accessibilité et à la décision sur les places accessibles figurant dans la résolution 73/341 de l'Assemblée générale. Elle se félicite également de la prise en compte des divers types de handicaps et des problèmes d'accessibilité rencontrés par les personnes handicapées ainsi que de la nécessité de les associer aux prises de décisions.

65. Alors que les États-Unis ne sauraient assurer l'exercice des droits humains puisque les acteurs non étatiques peuvent également influencer sur leur jouissance, ils reconnaissent l'importance qu'il y a à promouvoir et protéger les droits humains des personnes handicapées et à leur permettre de mener une vie indépendante et de participer pleinement à tous les aspects de l'existence. Les États devraient prendre les mesures voulues pour assurer aux personnes handicapées, dans des conditions d'égalité avec les autres, l'accès aux structures et services qui sont mis à la disposition du public dans les zones urbaines comme en milieu rural.

66. La délégation américaine comprend que les références au droit à la vie privée renvoient aux protections prévues par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et confirme l'importance qu'il y a à respecter les lois et règlements applicables en matière de protection des données. En ce qui concerne, entre autres, les références dans le projet de résolution au Programme 2030 ou à la réaffirmation des instruments internationaux auxquels les États-Unis ne sont pas partie, la délégation américaine a fait part de ses préoccupations en la matière dans une déclaration prononcée à la 44<sup>e</sup> séance. Il est important de redoubler d'efforts pour intégrer pleinement l'accessibilité pour les personnes handicapées dans l'ensemble des travaux des Nations Unies et de la communauté internationale.

67. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.32/Rev.1 est adopté.*

68. **M<sup>me</sup> Rodriguez** (Argentine) dit que sa délégation s'est ralliée au consensus au sujet du projet de résolution pour plusieurs raisons, notamment en raison de la reconnaissance qui y est faite des aspects suivants : la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, la nécessité de prendre en compte les difficultés spécifiquement liées à l'accessibilité pour les personnes âgées handicapées, en particulier les femmes entrant dans cette catégorie, et l'importance d'élaborer, d'adopter et de promouvoir des normes et directives nationales en matière d'accessibilité.

69. **Monseigneur Hansen** (Observateur du Saint-Siège) relève que le Saint-Siège a toujours appelé de ses vœux l'intégration complète et bienveillante des personnes handicapées dans la société. La délégation du Saint-Siège se félicite que, dans le projet de résolution, il soit explicitement reconnu que l'accès à l'éducation est un moyen essentiel de favoriser la pleine intégration. Elle se félicite également de l'attention qui y est accordée aux personnes âgées handicapées et de la nécessité de prévoir des dispositions spéciales pour les personnes souffrant de formes plus graves de handicap. Elle se félicite, enfin, de la reconnaissance accordée aux contributions des membres de la famille et à la nécessité de leur fournir une assistance, car ils sont souvent les premiers à s'occuper des personnes handicapées. Les références au genre et aux termes dérivés y relatifs sont considérées comme reposant sur l'identité et la différence sexuelles biologiques.

#### **Point 26 de l'ordre du jour : Promotion des femmes (suite)**

##### **a) Promotion des femmes (suite)** (A/C.3/74/L.20/Rev.1)

*Projet de résolution A/C.3/74/L.20/Rev.1 : Amélioration du sort des femmes et des filles en milieu rural*

70. Le Président dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

71. **M. Purev** (Mongolie), présentant le projet de résolution, déclare que les femmes et les filles rurales sont essentielles à la réalisation de la plupart des objectifs de développement durable en raison du rôle crucial qu'elles jouent pour la réalisation des changements économiques, environnementaux et sociaux nécessaires aux fins du développement durable. Le projet de résolution a pour but d'améliorer leur sort en leur permettant de mieux accéder à l'éducation, aux services et aux équipements de santé, aux ressources et aux débouchés, aux infrastructures et aux technologies,

à l'eau potable et à l'assainissement, à la terre, à l'énergie, aux intrants agricoles et à la justice.

72. Donnant lecture des révisions apportées oralement au texte, l'orateur dit qu'à l'alinéa a) du paragraphe 2, l'expression « selon les cas » suivant le mot « contributions » devrait être supprimée. Après l'alinéa b) du paragraphe 2, il faudrait ajouter un alinéa, qui se lirait comme suit : « Appuyer le rôle important que joue la société civile dans la promotion de la réalisation et de l'exercice des libertés et droits fondamentaux de toutes les femmes, dont les femmes rurales ». Après le paragraphe 3, il faudrait aussi ajouter un paragraphe, qui se lirait comme suit : « Encourage les États Membres, les entités compétentes des Nations Unies et toutes les parties prenantes concernées à favoriser la pleine et égale participation des femmes rurales, dont les femmes autochtones, les agricultrices, les pêcheuses et les ouvrières agricoles, à un développement agricole et rural durable ». Tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait sont invités à se joindre à la liste des auteurs de la résolution.

73. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chine, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Lesotho, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malte, Maroc, Mexique, Monténégro, Myanmar, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Ouganda, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchèque, Thaïlande, Togo, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du) et Zambie. Il note ensuite que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Bénin, République démocratique du Congo, République dominicaine, Équateur, Égypte, Érythrée, Gambie, Guatemala, Guinée, Israël, Jordanie, Liban, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nouvelle-Zélande, Niger, Macédoine du Nord, Panama, Rwanda, République-Unie de Tanzanie et Viet Nam.

74. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.50/Rev.1, tel que révisé oralement, est adopté.*



75. **M. Verdier** (Argentine) estime que l'inclusion de nouveaux éléments positifs dans le projet de résolution contribuera à renforcer les droits humains des femmes rurales. Parmi ces éléments figurent des mesures visant à prévenir et à éliminer la violence, et la prise en compte des questions de genre comme outil de conception de la politique budgétaire. Le projet de résolution comprend également des éléments importants inspirés des conclusions concertées de la Commission de la condition de la femme à sa soixante-deuxième session et de son thème prioritaire.

76. **M<sup>me</sup> Korac** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation s'est ralliée au consensus sur le projet de résolution. En ce qui concerne les références, dans le projet de résolution, au Programme 2030, au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et aux documents issus de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, de la Conférence internationale sur la population et le développement et des conférences d'examen qui ont suivi, la délégation américaine a fait part de ses préoccupations en la matière dans une déclaration générale prononcée à la 44<sup>e</sup> séance. Ses préoccupations concernant les services de santé et les droits économiques, sociaux et culturels ont été exprimées dans la même déclaration.

77. Les États-Unis sont fermement attachés à l'égalité des chances et à l'égalité d'accès à l'éducation et reconnaissent qu'entre les systèmes éducatifs, il existe des différences au niveau des succès remportés, des défis rencontrés et des mesures à prendre à cet égard. Dans la mesure où le quinzième alinéa du préambule fait référence aux punitions infligées en milieu scolaire, la délégation américaine entend que ce terme désigne les châtements qui sont de nature à constituer un acte de maltraitance d'enfants, au sens du droit interne.

78. La délégation américaine se dissocie de l'alinéa k) du paragraphe 2. Les États-Unis défendent la dignité humaine et appuient l'accès à des soins de santé de qualité pour les femmes et les filles tout au long de leur vie. Toutefois, la délégation américaine n'accepte pas les références aux termes « santé sexuelle et procréative », « services de santé sexuelle et procréative » ou « services d'interruption de grossesse sûrs » ou autres termes qui donnent à penser ou indiquent expressément que l'accès à l'avortement légal est nécessairement inclus dans les termes plus généraux de « services de santé » dans des contextes particuliers concernant les femmes. Chaque nation a le droit souverain de mettre en œuvre des programmes et des activités dans ce domaine, en conformité avec ses lois et ses politiques. Il n'existe, sur le plan international, ni droit à l'avortement, ni obligation pour les États de

financer ou de faciliter l'avortement. En outre, en phase avec les rapports de la Conférence internationale sur la population et le développement et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et avec les documents qui en sont issus, le Gouvernement des États-Unis ne reconnaît pas l'avortement comme une méthode de planification familiale et ne l'encourage pas dans ses programmes mondiaux d'aide médicale.

79. **Monseigneur Hansen** (Observateur du Saint-Siège) dit que sa délégation salue tous les efforts déployés pour protéger la dignité des femmes, y compris des femmes rurales, et pour promouvoir leur plein épanouissement et leur avancement ainsi que le rôle important qu'elles jouent dans la famille et dans la société. Soutenir les familles rurales reste la clé du succès en la matière. Le Saint-Siège considère que les expressions « santé sexuelle et procréative », « services de santé sexuelle et procréative » et « droits en matière de procréation » désignent une conception globale de la santé, qui ne comprend ni l'avortement ni l'accès à l'interruption volontaire de grossesse ou à des abortifs. Les références au genre sont considérées comme reposant sur l'identité et la différence sexuelles biologiques.

#### **Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (suite)**

##### **b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)** (A/C.3/74/L.37/Rev.1, A/C.3/74/L.38, A/C.3/74/L.39/Rev.1 et A/C.3/74/L.40/Rev.1)

##### *Projet de résolution A/C.3/74/L.37/Rev.1 : Le droit à l'alimentation*

80. Le Président dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

81. **M<sup>me</sup> Rodríguez Abascal** (Cuba), présentant le projet de résolution, affirme que le droit à l'alimentation est reconnu dans les instruments et déclarations relatifs aux droits humains et emporte une large adhésion sur le plan international. Réaliser pleinement ce droit demeure toutefois une utopie. Il est alarmant qu'au vingt-et-unième siècle et dans le contexte de l'exécution du Programme 2030, plus de 820 millions de personnes dans le monde souffrent encore de la faim, alors que la planète produit suffisamment pour nourrir tous ceux qui l'habitent. Il est tout aussi alarmant que jusqu'à 45 % des enfants qui meurent, chaque année, avant l'âge de 5 ans succombent à la dénutrition ou à des maladies liées à la faim, qu'au moins un enfant sur trois âgé de moins de 5 ans soit sous-alimenté ou en surpoids et



qu'un enfant sur deux souffre de la faim insoupçonnée, ce qui empêche des millions d'enfants de grandir et de réaliser leur plein potentiel.

82. Il est donc indispensable de renforcer, aux niveaux national et international, l'environnement économique permettant aux États d'accorder la priorité qui convient au droit à l'alimentation. Cela dit, la responsabilité de s'attaquer au problème mondial de la faim n'incombe pas uniquement à l'ONU. C'est aux États qu'il incombe au premier chef de promouvoir et de protéger le droit à l'alimentation, la communauté internationale devant mener, à l'échelle mondiale, une action coordonnée et coopérative, à la demande des pays, et appuyer les initiatives qui s'imposent à l'échelle nationale et régionale. Les organisations internationales compétentes sont invitées à continuer de promouvoir les politiques et les projets qui ont une incidence positive sur le droit à l'alimentation. Le fait de ne pas tenir compte de cet appel à l'action mettra les États Membres du mauvais côté de l'histoire.

83. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Autriche, Bahamas, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Espagne, Estonie, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamaïque, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Lesotho, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Maldives, Malte, Maroc, Monaco, Mongolie, Monténégro, Norvège, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchèque, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie et Viet Nam. Il indique ensuite que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Cameroun, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée équatoriale, Japon, Jordanie, Mali, Mexique, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Saint-Kitts-et-Nevis, Soudan, Tchad et République-Unie de Tanzanie.

84. **M. Thompson** (États-Unis d'Amérique), expliquant son vote avant le vote, note que la communauté internationale fait actuellement face à l'une des plus graves crises alimentaires de l'histoire moderne. Après des décennies de progrès, la faim continue de gagner du terrain. Plus de 35 millions de personnes au Soudan du Sud, en Somalie, dans la région du bassin du lac Tchad et au Yémen sont touchées par une grave insécurité alimentaire et, dans ce dernier pays, sont menacées d'une famine potentielle. Les États-Unis demeurent

résolument déterminés à faire face à ces crises liées aux conflits.

85. Pour autant, la délégation américaine a demandé que le projet de résolution soit mis aux voix et votera contre son adoption, pour plusieurs raisons. Si, dans le projet de résolution, on reconnaît à juste titre la situation précaire dans laquelle se trouvent des millions de personnes et on demande aux États Membres, au vu de la situation alarmante qui prévaut, de répondre à l'appel humanitaire lancé par les Nations Unies, il n'en reste pas moins que le texte contient, par ailleurs, de nombreuses dispositions partiales, inexactes et irréfutables que les États-Unis ne peuvent pas appuyer. Qui plus est, le texte ne formule pas clairement de véritables solutions qui permettraient de prévenir la faim et la malnutrition ou d'éviter leurs conséquences dévastatrices.

86. Les États-Unis défendent le droit de chacun à un niveau de vie suffisant, y compris à l'alimentation, consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Au demeurant, comme prévu par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, chaque État partie s'engage à prendre les mesures prévues à l'article 2.1 dudit instrument en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits qui y sont reconnus. Les États-Unis n'approuvent aucune interprétation du projet de résolution ou de documents connexes qui donne à penser que les États auraient des obligations extraterritoriales particulières résultant du droit à l'alimentation. Les États-Unis s'inquiètent de ce que le concept de souveraineté alimentaire puisse être utilisé pour justifier le protectionnisme ou d'autres restrictions à l'importation ou à l'exportation, qui auraient des répercussions néfastes sur la sécurité alimentaire, la durabilité et la croissance des revenus. La sécurité alimentaire suppose que les mesures prises au niveau national soient appropriées et aillent dans le sens des engagements internationaux.

87. *À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/74/L.37/Rev.1.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada,

Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique, Israël.

*S'abstiennent :*

Néant.

88. Le projet de résolution [A/C.3/74/L.37/Rev.1](#) est adopté par 185 voix contre 2.

*Projet de résolution [A/C.3/74/L.38](#) : Promotion d'un ordre international démocratique et équitable*

89. Le Président dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

90. **M<sup>me</sup> Rodríguez Abascal** (Cuba), présentant le projet de résolution, affirme qu'un ordre international démocratique et équitable doit être fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt mutuel et la coopération internationale entre tous les États, quels que soient leurs systèmes économiques et sociaux. La mondialisation ne sera profitable à tous, de façon équitable, que si un effort important et soutenu est consenti pour bâtir un avenir commun fondé sur la condition que nous partageons en tant qu'êtres humains, dans toute sa diversité.

91. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Burkina Faso, Burundi, Chine, Comores, Égypte, El Salvador, Équateur, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Libye, Madagascar, Mali, Myanmar, Namibie, Nicaragua, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sri Lanka, Togo, Viet Nam et Zimbabwe. Il note ensuite que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Afrique du Sud, Cameroun, Djibouti, Guinée, Nigéria, Ouganda, Saint-Kitts-et-Nevis, République-Unie de Tanzanie et Soudan.

92. **M. Thompson** (États-Unis d'Amérique), expliquant son vote avant le vote, dit que sa délégation a demandé que le projet de résolution soit mis aux voix et votera contre son adoption, en raison des préoccupations de longue date, bien connues, que lui inspirent tant le principe général que des aspects particuliers du texte.

93. *À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution [A/C.3/74/L.38](#).*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chine, Comores, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libye,

Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque, Turquie, Ukraine.

*S'abstiennent :*

Arménie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Kiribati, Libéria, Mexique, Pérou.

94. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.38 est adopté par 125 voix contre 53, avec 9 abstentions.*

*Projet de résolution A/C.3/74/L.39/Rev.1 : Renforcement de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération internationale et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité*

95. Le Président dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

96. **M<sup>me</sup> Rodríguez Abascal** (Cuba), présentant le projet de résolution, note qu'il y est réaffirmé qu'il importe de s'assurer que l'examen des questions relatives aux droits de l'homme se fasse dans un esprit d'universalité, d'objectivité et de non-sélectivité et que

les représentants et les membres des groupes de travail des Nations Unies fassent preuve d'indépendance, d'impartialité et de discrétion dans l'exercice de leurs fonctions. On y souligne également que tous les gouvernements sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales en s'acquittant des responsabilités qui leur incombent au titre du droit international et de la Charte des Nations Unies.

97. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.39/Rev.1 est adopté.*

98. **M. Thompson** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation, qui souscrit aux concepts importants de non-sélectivité, d'impartialité et d'objectivité, trouve inexcusable le parti pris hostile à Israël au sein de l'ONU, et en particulier au Conseil des droits de l'homme. En ce qui concerne les autres références figurant dans le projet de résolution, la délégation a fait part de ses préoccupations dans une déclaration générale faite à la 44<sup>e</sup> séance.

*Projet de résolution A/C.3/74/L.40/Rev.1 : Le droit au développement*

99. Le Président dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

100. **M<sup>me</sup> Rodríguez Abascal** (Cuba), présentant le projet de résolution au nom du Mouvement des pays non alignés, dit que le texte du projet de résolution représente un effort sincère de la part des États membres du Mouvement d'appuyer les aspirations légitimes de leurs peuples au développement et à la prospérité.

101. La délégation cubaine, au nom du Mouvement des pays non alignés, a mené des négociations transparentes et ouvertes et souhaite remercier toutes les délégations qui y ont participé. Toutefois, l'absence aux négociations d'un certain nombre de délégations est regrettable : celles-là mêmes qui, généralement, demandent de procéder à un vote enregistré sur le projet de résolution, se sont montrées réticentes au dialogue. Il apparaît clairement que leur intention n'est pas d'appuyer les travaux de la Commission, tant s'en faut, mais bien de faire obstacle au multilatéralisme et d'envenimer les débats. Les membres du Mouvement se sont efforcés de présenter un texte qui recevrait l'appui de tous. Il faut œuvrer à faire mieux accepter et appliquer le droit au développement et à en améliorer la concrétisation au niveau international. L'oratrice exhorte tous les États à élaborer des politiques et mesures nationales en vue de la réalisation du droit au développement en tant que composante essentielle de tous les droits humains et de toutes les libertés fondamentales.

102. Le droit au développement est un droit humain inaliénable dont l'exercice habilite tous les êtres humains et tous les peuples à participer au développement économique, social, culturel et politique, contribuant ainsi à la réalisation de tous les droits humains et de toutes les libertés fondamentales. Le droit au développement implique la pleine réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris celle du droit inaliénable qu'a tout État de disposer librement de ses richesses et de ses ressources nationales.

103. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la commission) annonce que l'Ouganda se joint aux auteurs du projet de résolution.

104. **M. Thompson** (États-Unis d'Amérique), expliquant son vote avant le vote, déclare que son pays est fermement engagé dans la promotion et l'avancement des efforts de développement déployés à l'échelle mondiale. Le Gouvernement des États-Unis collabore avec les pays en développement, les autres pays donateurs, les organisations non gouvernementales et le secteur privé afin d'atténuer la pauvreté et de contribuer à tous les efforts entrepris en faveur de l'aide au développement.

105. Cela dit, en raison de ses préoccupations de longue date au sujet de l'existence du « droit au développement », qui n'a pas de définition convenue sur le plan international et ne jouit pas d'une reconnaissance universelle, la délégation américaine a demandé qu'il soit procédé à un vote sur le projet de résolution et votera contre. Les États-Unis demeurent préoccupés par le fait que le droit au développement a été formulé par certaines délégations d'une manière qui cherche à protéger les États plutôt que les individus. Il incombe aux États d'exécuter les obligations qu'ils ont contractées en matière de droits humains, indépendamment de facteurs externes tels que le fait qu'ils disposent ou non d'une aide au développement ou d'autres formes d'assistance. L'insuffisance de développement ne peut être invoquée pour justifier une limitation des droits humains internationalement reconnus. Les États doivent respecter leurs obligations et engagements en matière de droits humains, quel que soit le stade de développement qu'ils aient atteint.

106. Par ailleurs, les États-Unis ne peuvent appuyer l'inclusion du membre de phrase « à élargir et à approfondir une coopération mutuellement avantageuse », l'utilisation interchangeable des termes « coopération mutuellement avantageuse » et « coopération gagnant-gagnant » ayant été favorisée par un seul État Membre cherchant par là à intégrer les priorités nationales de son chef d'État dans les documents de l'ONU. Aucune

délégation ne devrait tolérer l'inclusion, dans des documents multilatéraux, de questions qui ne répondent qu'à des intérêts électoraux ou un libellé qui met en péril les principes fondamentaux du développement durable.

107. *À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/74/L.40/Rev.1.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Votent contre :*

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Israël, Japon, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du



Nord, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie, Ukraine.

*S'abstiennent :*

Albanie, Andorre, Australie, Brésil, Canada, Chypre, Géorgie, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Saint-Marin, Slovénie.

108. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.40/Rev.1 est adopté par 137 voix contre 24, avec 26 abstentions.*

109. **M. Sparber** (Liechtenstein), parlant également au nom de l'Australie, de l'Islande, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège, estime que le Programme 2030 est le programme le plus ambitieux et exhaustif de mise en pratique de la vision consacrée dans la Déclaration sur le droit au développement, adoptée par l'Assemblée générale en 1986, notamment en ce qu'on y reconnaît le rôle central de l'être humain dans le développement et réaffirme la responsabilité qui incombe aux États d'assurer l'égalité des chances à leurs citoyens, sans discrimination.

110. Les délégations des pays que l'orateur représente reconnaissent qu'il est difficile d'examiner la question de manière constructive et sont préoccupées par les fortes divergences d'interprétation de l'expression "ne laisser personne de côté" et par les tentatives d'occulter la signification du droit au développement, qui désigne le droit inaliénable de tout individu de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique, dans lequel tous les droits humains et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés, et de bénéficier de ce développement. Elles se sont abstenues lors du vote parce qu'elles ne peuvent pas appuyer la référence à un instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement, qui risquerait de saper le consensus et d'entraver la réalisation des objectifs de développement durable. Il faut espérer que les futurs modèles de développement seront alignés sur les orientations déjà données dans la Déclaration et que les discussions futures, renonçant à la polarisation qui les caractérise actuellement, permettront de repartir sur un consensus plus large au sujet d'un droit humain qui est fondamental.

111. **M. Elizondo Belden** (Mexique) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote, comme elle l'a fait pour la résolution 42/23 du Conseil des droits de l'homme. Le « droit au développement » intéresse le travail de tous les organismes et mécanismes internationaux et régionaux. Bien que le Mexique

souscrive à l'esprit du projet de résolution, l'établissement d'un instrument international juridiquement contraignant sur le droit au développement, tel que proposé dans le texte, fragmenterait le droit international en introduisant des protections applicables à un intérêt juridique spécifique, contrairement à d'autres normes relatives aux droits humains. Ce faisant, on créerait de la confusion et on affaiblirait les efforts actuellement déployés pour mettre en œuvre le Programme 2030. L'élan en faveur du développement durable est essentiel à l'avènement d'un monde prospère et harmonieux. Il s'agit de tendre à aligner les actions entreprises sur le terrain sur les objectifs de développement durable et sur les objectifs du Programme d'action d'Addis-Abeba.

112. **M<sup>me</sup> Stepanyan** (Arménie) affirme que la démocratie doit procéder de la volonté librement exprimée des peuples de définir leur propre système politique, économique, social et culturel et qui repose sur leur pleine participation à tous les aspects de leur existence. Bien que la délégation arménienne ait voté en faveur du projet de résolution, elle souhaite se dissocier du vingt-deuxième alinéa du préambule, en raison de la référence qui y est faite à la dix-huitième Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Bakou en octobre 2019. L'Azerbaïdjan a abusé de sa position d'hôte du Sommet et de président en exercice du Mouvement des pays non alignés en mettant en avant, dans le document issu de la Conférence, une vision trompeuse et éminemment partielle du conflit du Haut-Karabakh, qui est contraire aux principes et aux valeurs du Mouvement et de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le seul mécanisme international mandaté pour traiter le conflit.

113. **M<sup>me</sup> Pritchard** (Canada) dit que son pays reconnaît l'existence du droit au développement, conformément à la Déclaration sur le droit au développement, et considère la Déclaration et le Programme d'action de Vienne comme le point de référence faisant autorité en ce qui concerne l'interaction entre les droits humains et le développement. Comme l'énonce et le reconnaît ce dernier document, si le développement facilite la jouissance de tous les droits de l'homme, l'insuffisance de développement ne peut être invoquée pour justifier une limitation des droits de l'homme internationalement reconnus. La délégation canadienne se félicite de l'intégration de cet élément dans le projet de résolution, notamment dans un libellé qui réaffirme que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et se renforcent mutuellement. Le



Canada appuie les efforts déployés par tous les États Membres pour réaliser le droit au développement, ayant été cofacilitateur, avec le Ghana, du Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, et cofondateur, avec la Jamaïque, du Groupe d'Amis sur le financement des objectifs de développement durable. C'est grâce à des partenariats innovants comme ceux-là que lesdits objectifs seront atteints et que le droit au développement sera réalisé.

114. **M<sup>me</sup> Wagner** (Suisse) explique que les activités de coopération et de développement de son gouvernement suivent une approche fondée sur les droits de l'homme, ayant accueilli récemment en Suisse le Rapporteur spécial sur le droit au développement, dans le cadre d'une visite de pays. Les efforts collectifs devraient être axés sur la mise en œuvre du Programme 2030 et sur la réalisation des objectifs de développement durable, dans le cadre de la suite donnée à la Déclaration sur le droit au développement, ainsi que sur la recherche de solutions concrètes pour la réalisation effective de ce droit.

115. Afin de réaliser des progrès en matière de droit au développement au niveau international, il est crucial de dépasser les blocages, d'œuvrer à la conciliation et de rechercher un langage commun. L'élaboration d'un nouvel instrument juridiquement contraignant, auquel il est fait référence au paragraphe 8 du projet de résolution, est loin de faire l'objet d'un consensus international et est, qui plus est, inutile. Les droits de l'homme et le développement ont toujours été inextricablement liés ; l'insuffisance de développement ne peut être invoquée pour justifier les violations des droits humains. Qui plus est, le mécanisme d'experts subsidiaire mentionné au paragraphe 11 n'est qu'une duplication du Groupe de travail sur le droit au développement, qui existe déjà. C'est pourquoi la délégation suisse s'est abstenue lors du vote.

116. **M. Zhang Zhe** (Chine) considère que le développement est la solution à tous les problèmes. En tant que pays en développement, la Chine a toujours protégé et promu les droits humains au cours de son développement et a largement coopéré avec d'autres pays à cet égard. La délégation chinoise s'est jointe aux auteurs du projet de résolution et a voté en faveur de son adoption parce que les avantages mutuels et les résultats « gagnant-gagnant » sont des principes fondamentaux de la coopération internationale. Un État Membre en particulier devrait s'abstenir de toute réaction et interprétation excessives.

117. **M<sup>me</sup> Jauhiainen** (Finlande), s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres ainsi que de l'Albanie et du Monténégro, pays candidats, dit

que l'Union européenne réaffirme son soutien au droit au développement en se fondant sur la constatation que tous les droits humains sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés. La pleine réalisation de tous les droits et la création d'un environnement favorable aux individus associant un large éventail d'acteurs à différents niveaux, conformément au Programme 2030, sont des conditions préalables à l'exercice du droit au développement, dont les États sont responsables au premier chef.

118. L'oratrice se félicite des mesures constructives prises par le facilitateur pour répondre aux préoccupations exprimées lors des négociations. Cela étant, des divergences de vues subsistent sur des questions fondamentales, notamment en ce qui concerne les indicateurs, le contenu du droit au développement et ses incidences, et les instruments idoines pour le mettre en œuvre. Il est regrettable que, malgré une forte opposition, il ait été décidé de poursuivre l'élaboration d'une norme internationale juridiquement contraignante, qui n'est pas l'instrument approprié aux fins ici recherchées et qui ne contribue pas à l'obtention d'un consensus ni ne sert l'objectif commun de la réalisation du droit au développement. Pour cette raison, l'Union européenne ne peut soutenir les paragraphes 8 et 11 tels qu'ils sont rédigés. Elle est toutefois disposée à contribuer de façon constructive à la réflexion sur le droit au développement et à rechercher un consensus lors des négociations à venir afin de parvenir à un résultat satisfaisant pour toutes les parties prenantes.

*La séance est levée à 13 heures.*